

Communiqué SNES- SNUEP – SNEP FSU 35

Le CTSD vient de se clore et confirme ce que les représentants des personnels dénoncent depuis des semaines.

En Ile et Vilaine à la rentrée 2021, les moyens ne sont pas à la hauteur pour faire face à 676 élèves de plus.

Cette situation est le résultat d'une enveloppe académique (123 ,5 postes supprimés, pour 977 élèves de plus) qui elle même découle d'une volonté politique nationale (1883 postes en moins pour 43 500 élèves de plus)

En 3 ans, Blanquer a supprimé **9 000 emplois pour 40 000 élèves de plus**, détruit le bac national , le lycée général et technologique, comme le lycée professionnel, chargé les classes en collège comme en lycée, désorganisé l'accompagnement des élèves en situation de handicap et méprisé l'ensemble du personnel (enseignants, personnels de direction , infirmières , PSY-EN , assistantes sociales, AED, AESH).

Il compte maintenant s'attaquer à la maternelle, à l'éducation prioritaire, à la formation des enseignants.

Entre 2008 à 2018 ce ne sont pas moins de **36 180 postes supprimés- pour 244 000 élèves de plus.**

Depuis 1997 le budget de l'Éducation nationale compte pour 1,1 point de moins dans le PIB, représentant un manque de **26 milliards d'euros** pour la jeunesse de ce pays.

Parallèlement, les autres pays de l'OCDE ont bien compris que l'avenir exigeait un fort investissement dans l'Éducation et ont mené une politique pour baisser les effectifs des classes.

Les conséquences de ces choix arbitraires et idéologiques, les personnels, les élèves et les parents les constatent tous les jours : classes surchargées, inégalités, élèves non accompagnés, tri social...

Cette rentrée 2021 est impossible : elle ne peut se faire qu'à condition d'accepter d'entasser encore plus les élèves, de supprimer des groupes, des options, des spécialités, des heures d'enseignement, d'entamer la casse de l'Éducation prioritaire quand, dans le même temps, les premières pierres des établissements élitistes à Marseille, à Palaiseau) sont posées pour une petite caste privilégiée; **nous ne l'acceptons pas.**

Ça suffit !

Nous lançons ici une alerte, l'école est en danger et nous refusons de laisser la jeunesse de ce pays subir cette politique inique et irresponsable. C'est une erreur historique, politique, démocratique et même économique.

Pour toutes ces raisons nous demandons dans l'immédiat :

- l'abandon des suppressions de postes annoncées
- la réinjection a minima des 236 millions que Blanquer a osé économiser sur les dos du service public de l'Éducation nationale
- un plan d'investissement massif sur plusieurs années à hauteur des enjeux de l'école **de la maternelle à l'université** et à la hauteur de ce pays.

Dans le cadre d'une intersyndiclae, nous appelons à la grève jeudi 25 mars pour porter nos revendications devant la DSDEN à 11H puis au rectorat à 12H30

Elles tiennent en 2 mots : ça suffit !